



Arrêté n° 2025/ICPE/225 portant levée de la mise en demeure

2023/ICPE/438 du 29 décembre 2023

Société MONDELEZ International pour son établissement de La Haie Fouassière

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005 ICPE 181, en date du 4 juillet 2005, autorisant la société MONDELEZ International à exploiter une usine de fabrication de biscuits à La Haie Fouassière ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023/ICPE/347 du 11 octobre 2023 prescrivant à la société MONDELEZ International des mesures immédiates prises à titre conservatoire suite à une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L dans le circuit d'un système de refroidissement de son établissement de La Haie Fouassière ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 26.I.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé qui dispose : « L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. » ;

Vu les articles 26.I.1.a à 26.I.1.c et 26.I.3 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé qui prévoient la réalisation et le maintien à jour de documents concourant à la maîtrise du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, tels que l'analyse méthodique des risques, le plan de surveillance, les procédures obligatoires en cas de dépassement des seuils ou la procédure d'arrêt immédiat de la dispersion ;

Vu l'article 26.II.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé qui dispose : « En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. » ;

Vu les articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral n°2005 ICPE 181, en date du 4 juillet 2005 susvisé qui disposent notamment : « Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées. » ;

Vu le courrier électronique de l'exploitant en date du 18 septembre 2023, informant l'inspection des installations classées d'une concentration en *legionella pneumophila* dans l'eau du circuit des tours

aéro-réfrigérantes C1 et C2 supérieure au seuil de 100 000 UFC/l prévu dans l'arrêté du 14 décembre 2013 susmentionné ;

Vu l'analyse méthodique des risques en date du 2 juin 2021, transmise par courrier électronique du 5 octobre 2023 en prévision de l'inspection programmée le 6 octobre 2023 ;

Vu le document « RONDE - TAR » transmis par courrier électronique du 28 septembre 2023 en prévision de l'inspection programmée le 6 octobre 2023 ;

Vu le rapport d'intervention de la société AQS établi suite aux interventions du 20 janvier et du 2 février 2023, remis lors de la visite d'inspection du 6 octobre 2023 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 novembre 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023/ICPE/438 en date du 29 décembre 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire du 6 juin 2025, constatant que la société MONDELEZ International s'est conformée aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisés ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2023 susvisé peut être levée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1 : L'arrêté préfectoral n° 2023/ICPE/438 du 29 décembre 2023, par lesquels la Société MONDELEZ International, sise route de Clisson sur la commune de La Haie Foussaière a été mise en demeure de mettre en conformité les installations qu'elle exploite sur la commune de La Haie Foussaière est abrogé.

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement - 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile-Gloriette – 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 3 : La présente décision sera notifiée à l'exploitant et fera l'objet d'une parution sur le site internet de la préfecture.

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, le maire de la commune de La Haie Fouassière, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 17 juin 2021

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
la secrétaire générale


Dominique YANI

